



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 439 – 1^{er} avril 2022

Régional

La CEDEAO inaugure son Centre régional de sécurité maritime à Abidjan

Le 31 mars 2022 [s'est tenue](#) la cérémonie d'inauguration du Centre régional de sécurité maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO) à Abidjan en Côte d'Ivoire. Cette infrastructure s'inscrit dans la Stratégie maritime intégrée de la CEDEAO (SMIC) qui comprend 5 axes stratégiques : (i) la gouvernance maritime ; (ii) la sûreté et la sécurité du domaine maritime ; (iii) la gestion de l'environnement marin ; (iv) l'économie maritime de la CEDEAO ; (v) la sensibilisation et la recherche dans le domaine maritime. Ainsi, le CRESMAO sera un outil essentiel en coordonnant les activités opérationnelles des différents centres maritimes multinationaux ainsi qu'en assurant la gestion, le partage de l'information, la veille opérationnelle, la formation et le renforcement des capacités.

La CEA et la SIFC soutiennent la mise en œuvre de la Zlecaf en Afrique de l'Ouest

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Cadre intégré renforcé (CIR) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) [ont annoncé](#) s'associer dans un projet visant à aider 8 pays africains, dont 7 d'Afrique de l'Ouest, à rendre opérationnelle la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Ainsi, le projet soutiendra la mise en œuvre de plus de 30

LE CHIFFRE À RETENIR

300 M EUR

Le montant total des accords de financement conclus entre l'UE et le Niger, en marge de la visite de Mme Jutta URPIILAINEN, Commissaire européenne en charge des partenariats internationaux

activités pour l'opérationnalisation de la Zlecaf au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Togo. Selon la Secrétaire exécutive de la CEA, ce projet pourrait potentiellement faire passer les niveaux de commerce régional de 18% à 25% en 10 ans.

4,2 M USD en faveur des commerçantes transfrontalières Sierra Leone - Libéria

Le 28 mars 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) la mise à disposition d'une subvention de 4,2 M USD au Secrétariat de l'Union du fleuve Mano afin de favoriser l'autonomisation des femmes commerçantes à la frontière entre le Libéria et la Sierra Leone. Inscrit dans le cadre du Projet "construire des écosystèmes commerciaux inclusifs pour la stabilisation et la transformation dans l'Union du fleuve Mano", ce financement visera particulièrement à fournir à près de 1 200 femmes un encadrement pour formaliser leurs entreprises, augmenter et stabiliser leurs revenus et créer un environnement commercial plus sûr.

🌿 Bénin

Adoption de nouvelles mesures de soutien pour lutter contre l'inflation

Lors du Conseil des Ministres du 23 mars 2022, le gouvernement [a annoncé](#) l'adoption de mesures de soutien supplémentaires pour répondre aux préoccupations des opérateurs économiques et aux consommateurs quant à la hausse du niveau général des prix. Il s'agit notamment de : (i) la poursuite de l'application d'un taux forfaitaire libérateur de TVA sur le riz importé ; (ii) l'exonération de la TVA sur les huiles végétales et la farine de blé importées ou produites localement ; (iii) d'un abattement de 50% sur les prix des frets maritimes et de 2/3 sur les frets aériens pour le calcul des droits de douanes à liquider ; (iv) la constitution d'un stock de gasoil et maintien de son prix de vente à 600 FCFA (0,9 EUR) jusqu'au 30 juin 2022 ; (v) la suspension du réajustement des tarifs d'électricité jusqu'à fin 2022. Ces diverses mesures ont un coût estimé par le gouvernement à près de 80 Mds FCFA (122 M EUR). Pour rappel, le gouvernement avait déjà instauré, le 2 février 2022, des redevances à l'exportation sur certaines denrées alimentaires afin de favoriser l'approvisionnement local.

🌿 Burkina Faso

La production céréalière en baisse de 10% pour la campagne agricole 2021/22

Selon une note publiée le 29 mars 2022 par le Comité de prévision de la situation alimentaire nutritionnelle (CPSA), la production céréalière lors de la campagne agricole 2021/2022 [s'est établie](#) à environ 4,7 M tonnes, soit une diminution de 10% par rapport à la campagne précédente. De même, la production des cultures de rentes (-19,5%) et des autres cultures vivrières (-28,4%) ont également enregistré un déclin par rapport à la campagne précédente. Ces performances en berne sont justifiées par les chocs climatiques (longues sécheresses, inondations) d'une part et l'insécurité d'autre

part, engendrant des pertes et abandons de superficies. Sur le plan alimentaire, les céréales disponibles couvrent les besoins de la population à 93%, engendrant un déficit de 539 364 tonnes, niveau le plus important des 5 dernières années. En outre, de fortes disparités existent entre les provinces. En effet, 19 d'entre elles sont déclarées déficitaires et 52% des ménages agricoles n'arriveront pas à couvrir les besoins céréaliers avec leur propre production.

🌿 Cap-Vert

Près de 180 M USD de soutien de la Banque mondiale d'ici 2025

Selon le vice-Premier ministre, ministre des Finances et du Développement des entreprises, la Banque mondiale (BM) [se serait engagée](#) à financer des projets au Cap-Vert pour près de 180 M USD sur la période 2022-2025, soit plus du double de l'enveloppe précédente. Cette annonce fait suite à la visite, la semaine dernière, du Vice-président de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le but de renforcer la coopération avec le pays. Celui-ci avait notamment félicité les autorités pour l'importante couverture vaccinale contre la COVID-19 dans le pays : 73,6% de la population adulte ayant déjà reçu 2 doses de vaccin.

🌿 Côte d'Ivoire

Près de 58 M EUR de l'UE pour le financement de 5 projets

Le 30 mars 2022, dans le cadre de sa visite en Côte d'Ivoire, la Commissaire européenne en charge des partenariats internationaux, représentant l'Union européenne (UE) et le Premier Ministre ivoirien [ont signé](#) 5 accords de financement pour un montant total de 58 M EUR. Dans le détail, ils concernent : (i) l'appui à la transformation de la production cacaoyère vers la durabilité environnementale, économique et sociale pour 18,8 M EUR ; (ii) le renforcement des capacités sécuritaires du pays pour 10 M EUR ; (iii)

l'accompagnement et le renouvellement des engagements climatiques de la Côte d'Ivoire pour 6 M EUR ; (iv) le renforcement des compétences pour un meilleur accès au marché de l'emploi pour 15 M EUR et (v) l'appui au partenariat et à la coopération entre UE et la Côte d'Ivoire pour 8,2 M EUR.

Signature d'un partenariat entre le gouvernement et le marocain OCP

Le gouvernement ivoirien et l'Office chérifien des Phosphates (OCP), important acteur du marché des engrais phosphatés, [ont procédé](#), le 28 mars 2022, à la signature d'un partenariat stratégique afin d'améliorer la compétitivité agricole ivoirienne et l'impact des politiques de développement local sur les populations rurales. D'une durée initiale de 2 ans, il contribuera : (i) à la mise en œuvre du projet de riziculture intensive dans le nord du pays ; (ii) à la création de 30 centres de services agricoles de nouvelle génération ; (iii) mise en place de la cartographie numérique de la fertilité des sols. Ce partenariat, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du 2^{ème} Programme national d'investissement agricole (PNIA II), intervient dans un contexte géopolitique où l'approvisionnement en engrais azotés et potassiques est incertain.

Réduction de l'excédent commercial de près de 30% à 1,1 Md EUR en 2021

Selon la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques, l'excédent commercial ivoirien [s'est réduit](#) de près de 30% en 2021 pour s'établir à 731,4 Mds FCFA (1,1 Md EUR). Cela se justifie par une hausse des exportations en valeur (+16,8% à 8 369,9 Mds FCFA ; 12,8 Mds EUR) plus faible que celle des importations (+25% à 7 638,6 Mds FCFA ; 11,6 Mds EUR). Les principaux produits exportés ont été les produits du cacao (39,6% du total des exportations), les produits pétroliers (11,4%) et l'or brut (11,3%). Les principaux clients ont été les Pays-Bas (8,6% du total des exportations), les Etats-Unis (8,1%) et le Vietnam (6%). Du côté des importations, les principaux achats ont concerné les produits alimentaires (21,9% du total des

importations), les produits pétroliers (17,5%) et les machines mécaniques (7,6%). Les principaux fournisseurs sont la Chine (15,4% du total des importations), la France (9,4%) et le Nigeria (9%).

Réduction de plus de moitié de la valeur des marchés publics en 2021

Selon [une communication](#) du gouvernement, 5 107 marchés publics ont été approuvés en 2021, soit une diminution de 15,2% par rapport à 2020. En outre, le montant total de ces marchés s'est élevé à 854 Mds FCFA (1,3 Md EUR), contre 1 894 Mds FCFA (2,9 Mds EUR) en 2020, soit une diminution de près de 55%. Cette tendance à la baisse se justifie en général par la réduction des marchés des grands projets d'investissement. Par ailleurs, les marchés concurrentiels ont représenté 61,2% du montant des marchés approuvés en 2021 (contre 70,8% en 2020) tandis que les marchés de gré à gré ont représenté spécifiquement 11,2% du montant total (contre 12,7% en 2020). Enfin, la part des marchés attribués aux PME s'est élevée à 50,5% en 2021, contre 37,7% l'année précédente. En plus du repli des grands projets d'investissement, cela se justifie également par les procédures mises en place pour alléger les conditions de participation des PME aux appels d'offres.

Gambie

Lancement d'un appel d'offre pour la concession du port de Banjul

L'autorité portuaire gambienne (GPA) [a lancé](#) un appel d'offre auprès d'opérateurs portuaires internationaux pour la concession du port de Banjul sous forme de Built-Operate-Transfer (BOT). Cet appel d'offres fait suite aux recommandations du plan stratégique portuaire 2019-2038 qui a également identifié des besoins urgents d'investissements, notamment pour l'extension de 345 m de la jetée et la construction d'un nouveau terminal à conteneurs.

🌿 Guinée

Le gouvernement et les promoteurs du projet Simandou trouvent un accord

Après avoir suspendu les activités liées au gisement de fer de Simandou en raison du besoin de "préserver les intérêts nationaux", la Présidence [a annoncé](#) avoir trouvé et signé un accord-cadre, le 24 mars 2022, avec les 2 principaux opérateurs miniers du projet, à savoir Rio Tinto Simfer et Winning Consortium Simandou (WCS). Cet accord comprend entre autres : (i) une participation gratuite et non diluable de l'Etat guinéen, à hauteur de 15% au capital du chemin de fer et du port qui seront construits pour permettre l'expédition du minerai ; (ii) la concession immédiate de la gestion des infrastructures (chemin de fer, port) dès la fin de leur construction ; (iii) l'utilisation du chemin de fer, initialement réservée au transport du minerai, comme ligne multi-services capable de transporter également des produits agricoles ou des personnes et leurs biens ; (iv) la mise en place d'un calendrier de réalisation précis, indiquant l'achèvement des infrastructures fin 2024 et la 1^{ère} production commerciale dès 2025.

🌿 Libéria

La banque centrale maintient son taux directeur à 20%

Le 16 mars 2022, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria (CBL) [a décidé](#) de maintenir pour les 3 prochains mois le taux directeur à 20%, avec une fourchette supérieure de 500 points de base pour la facilité permanente de crédit, et le taux de réserves obligatoires à 25% pour le dollar libérien et à 10% pour le dollar américain. Cette décision a été largement influencée par : (i) une prévision d'inflation à 7,4%, avec une bande de fluctuation de +/- 2 points pour l'exercice 2022 ; (ii) une prévision de croissance à 4,7% en 2022, grâce en grande partie au dynamisme du secteur des services (+6%) ; (iii) l'amélioration de la balance

des paiements au 4^{ème} trimestre 2021, avec une appréciation du dollar libérien de 15%, grâce à la réduction des importations, compensant celle des exportations, et à la progression des entrées nettes de transferts de fonds (à 107 M USD).

🌿 Mali

La CEDEAO maintient ses sanctions à l'encontre du Mali

Le 25 mars 2022, [s'est tenu](#) un sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Accra au Ghana. La Conférence a pris note de la proposition des autorités de la transition malienne d'établir un chronogramme de 24 mois pour la tenue d'élections, en plus des 18 mois déjà écoulés. Cependant, elle invite les autorités maliennes à élaborer un chronogramme d'une durée maximum entre 12 et 16 mois supplémentaires, à partir du 15 mars 2022. En conséquence, la Conférence décide : (i) du maintien des sanctions ; (ii) de la poursuite du dialogue avec les autorités pour arriver à un accord permettant la levée progressive des sanctions ; (iii) d'inviter les partenaires à accroître le soutien humanitaire au Mali.

🌿 Mauritanie

Journées portes ouvertes du secteur de l'élevage

A l'occasion des journées portes ouvertes du secteur de l'élevage tenues les 29 et 30 mars 2022, le ministère chargé de l'élevage [a annoncé](#) avoir mis en œuvre plusieurs initiatives pour moderniser et dynamiser le secteur. Parmi ces réformes, l'on peut noter le creusement et la réhabilitation de plusieurs puits pastoraux dans les régions reculées du pays, et la création de corridors pour améliorer l'accès du bétail aux pâturages. Le ministère a également investi dans le domaine de la santé animale en formant des vétérinaires et en créant des hangars de

vaccination animale. En outre, dans le secteur agroalimentaire, 25 unités de production de lait ont été créées, et le ministère souhaite développer la production industrielle laitière à travers des partenariats avec le privé. Par ailleurs, il envisage également la création d'un abattoir avec la Société arabe pour la viande.

🇳🇬 Niger

Signature d'un accord de financement de 300 M EUR avec l'UE

Le 29 mars 2022, en marge de sa visite au Niger, la Commissaire européenne en charge des partenariats internationaux et le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération nigérien [ont signé](#) des accords dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action Annuel, d'un montant total de 300 M EUR. Ce financement permettra de soutenir (i) le Programme d'intervention dans les territoires au niveau des zones les plus affectées par l'insécurité (50 M EUR); (ii) le Programme d'intervention visant l'Éducation, la Formation et l'emploi (50 M EUR); (iii) le Programme de Facilité de Coopération Technique (5 M EUR) et (iv) le Programme d'appui budgétaire pour la résilience et la construction de l'appareil de l'Etat (195 M EUR).

La Banque mondiale présente son mémorandum économique sur le Niger

Le 29 mars 2022, la Banque mondiale [a procédé](#) à la restitution, aux autorités et partenaires du Niger, de son dernier mémorandum économique sur le pays. Intitulé "Les voies d'une croissance durable au Niger", le rapport [souligne](#) que le pays a connu une croissance relativement robuste au cours des 20 dernières années, avec un taux de croissance moyen de 5,2%, permettant une réduction du taux d'extrême pauvreté. Le rapport analyse également trois domaines prioritaires pour créer les conditions d'une émergence économique : (i) l'utilisation des technologies modernes, notamment celles de l'information et de la communication ; (ii) l'exploitation et la bonne gestion des industries

extractives, y compris de la future rente pétrolière ; et (iii) la mise en place de cadres financiers et de gestion des risques liés aux crises et catastrophes naturelles.

Signature d'un accord avec Savannah pour la construction du 1^{er} parc éolien

Le 28 mars 2022, le Ministre nigérien du pétrole, de l'énergie et le PDG de Savannah Energy [ont signé](#) un accord pour la construction du 1^{er} parc éolien au Niger. Le parc éolien de la Tarka comprendra 60 turbines pour une capacité de production totale de 250 MW. La société Savannah Energy aura le statut de producteur indépendant d'énergie (IPP). La mise en service de l'infrastructure est prévue pour 2025.

🇸🇳 Sénégal

Lancement du programme "Appui à l'Accélération des Entreprises Tech"

La Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER/FJ) et l'ambassade de France au Sénégal [ont lancé](#), le 28 mars 2022, le projet "Appui à l'Accélération des Entreprises Tech sénégalaises" visant à renforcer la résilience et à accroître l'attractivité des start-up du pays. Ce projet, d'un budget global de 2 M EUR, est co-financé à part égale par la France, dans le cadre du Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI), et la DER/FJ. La mise en œuvre du projet, en partenariat avec la Banque publique d'investissement (BPI) et Proparco, devrait permettre, au-delà de financer les entreprises, de soutenir des réseaux d'investisseurs et de promouvoir la visibilité des startups sénégalaises à l'échelle mondiale.

La SFI et le FONSIS s'associent pour élargir l'offre de logements abordables

Le 24 mars 2022, la Société financière internationale (SFI) et le Fonds souverain d'investissements stratégiques du Sénégal (FONSIS) [ont signé](#) un accord visant à développer 20 000 logements au cours des 8 à 10 prochaines

années. Ainsi, les deux opérateurs acquerront des logements auprès de promoteurs afin de les mettre à disposition de personnes à faibles revenus, grâce à un système de location-vente. Dans un premier temps, le projet, qui soutient le programme du gouvernement "100 000 logements", appuiera la construction de 200 logements dans la région de Dakar. Le projet, mené via le fonds spécial Kajom Capital, bénéficierait d'un investissement de la SFI d'environ 10 M USD à moyen terme et de plus de 50 M USD à long terme. Selon la BM, le manque de logement au Sénégal est estimé à 370 000.

🇸🇩 Sierra Leone

Importante consolidation budgétaire en octobre 2021 en g.m

D'après la [revue mensuelle de l'économie](#) de la Banque centrale de la Sierra Leone (BSL) portant sur le mois d'octobre 2021, le déficit budgétaire s'est réduit pour atteindre 6,5 Mds SLL (495 K EUR) contre 185 Mds SLL (14,1 M EUR) en septembre 2021. Ce résultat s'explique par une progression des recettes de 15% en glissement mensuel (g.m) à 882,4 Mds SLL (67,4 M EUR), soit un niveau supérieur de 60,9% à l'objectif initialement budgétisé, grâce à une meilleure mobilisation des recettes intérieures. Aussi, les dépenses publiques se sont réduites de 6,7% en g.m. à 888,9 Mds SLL (67,9 M EUR), toutefois un niveau supérieur de 50,4% à l'objectif initialement budgétisé. Cette contraction du déficit budgétaire sur le mois d'octobre par rapport au mois précédent se justifie en partie par une réduction des achats en biens et services.

🇲🇵 Togo

Hausse des prix des produits pétroliers

Le 29 mars 2022, le Ministre du Commerce [a annoncé](#) lors d'une conférence de presse la hausse du prix de vente des produits pétroliers, alors qu'ils étaient stables depuis juin 2021. Ainsi, le super sans-plomb enregistre une hausse de 17,8% à 595 FCFA (0,91 EUR) par litre tandis que le gasoil progresse de 13,9% pour s'établir à 690 FCFA (1,05 EUR) le litre. Cette hausse est justifiée par la hausse du prix du pétrole sur le marché international et par la nécessité d'assurer la continuité de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers. Des mesures devraient être annoncées prochainement pour atténuer les conséquences de cette augmentation. Pour rappel, en juin 2021, le gouvernement avait déjà rehaussé les prix du carburant de 18,8% pour le super sans-plomb et de 6,7% pour le gasoil.

Lancement des opérations du Fonds Tinga en faveur de l'accès à l'électricité

Le 25 mars 2022, le gouvernement togolais [a annoncé](#) le lancement des activités de la phase pilote du Fonds Tinga le 1^{er} avril 2022. Créé en novembre 2021 et doté d'une enveloppe de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR), le Fonds Tinga permettra, sur une durée de 9 mois, de raccorder 33 000 ménages à l'électricité dans les régions de la Kara et des Savanes (nord du pays), avec un paiement initial de 1 000 FCFA (contre un coût moyen de 100 000 FCFA en temps normal). Le reliquat des frais d'accès sera remboursé sur une période allant jusqu'à 10 ans. A terme, le taux d'accès à l'électricité devrait passer de 22% à 31% dans la région des Savanes et de 35% à 50% à Kara.